



Paris, le 11 décembre 2017

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Plan loup 2018/2023 : Stop à la technocratie et au dogmatisme**

La FNSEA, Jeunes Agriculteurs, la FNO et l'APCA n'iront pas à la réunion d'informations et d'échanges du 12 décembre prochain sur le futur Plan loup 2018/2023 en cours d'élaboration.

Les propositions pour le futur Plan loup ne prennent pas en considération nos demandes transmises depuis juin dernier pour mettre fin à la détresse avérée des éleveurs et de leur famille. Elles constituent une régression et menacent l'élevage à l'herbe en plein air.

Les ministères s'arc-boutent sur des positions technocratiques et dogmatiques qui condamnent le pastoralisme millénaire. Ils restent sourds aux aspirations des éleveurs qui ne peuvent plus, humainement, exercer leur métier à cause des attaques des loups sur leur troupeau. Ils sont indifférents aux difficultés des élus locaux qui ne parviennent plus à garantir la sécurité d'aller et venir de leurs concitoyens dans les communes de présence permanente du loup.

Nous exigeons que le travail et les conditions de travail des éleveurs soient enfin respectés à leur juste valeur par le gouvernement français ; comme c'est le cas par les élus locaux qui en mesurent chaque jour l'intérêt pour leur territoire.

Cela passe par l'octroi d'un droit légitime des éleveurs à défendre en permanence leur troupeau, sans plafond et par la mise en place de moyens efficaces pour y parvenir : simplification des autorisations de tirs de défense simple et renforcée, maintien des tirs de prélèvement tout au long de la campagne et encadrement de ces tirs par les préfets de département. Cela passe aussi par l'abandon de toute idée de conditionner les indemnisations des dégâts des loups à la protection des troupeaux quelle que soit la situation de prédation et quel que soit le territoire concerné.

Tous les éleveurs ne sont pas des chasseurs et tous n'ont pas les moyens d'investir dans des mesures de protection aussi coûteuses qu'inefficaces !

Nous demandons au gouvernement de revoir à nouveau sa copie. Nous ne retournerons à la table des négociations que si les ministères daignent enfin prendre en compte nos demandes !

#### **Contacts presse :**

**FNSEA** : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 – [marion.fournier@fnsea.fr](mailto:marion.fournier@fnsea.fr)

**FNO** : Mylène Foussier-Petit – 06 19 13 36 50 - [Mylene.Foussier@fno.asso.fr](mailto:Mylene.Foussier@fno.asso.fr)

**JA** : Célia Faure - 06 68 66 15 83 – [cfaure@jeunes-agriculteurs.fr](mailto:cfaure@jeunes-agriculteurs.fr)

**APCA** : Iris Roze - 01 53 57 10 51- [iris.roze@apca.chambagri.fr](mailto:iris.roze@apca.chambagri.fr)